

Les États doivent faire plus pour l'accès à des sanitaires de qualité

Dossier de la rédaction de H2o
November 2010

Soulignant les problèmes considérables d'assainissement qui existent à travers le monde, le Comité des droits économiques, sociaux et culturels du Haut Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU a appelé les États membres à faire davantage pour s'assurer que "tous les individus, sans discrimination, disposent d'un accès physique à des sanitaires sécurisés, hygiéniques, culturellement et socialement acceptables, et offrant intimité et dignité" à leurs utilisateurs. Dans une déclaration adoptée à l'occasion de la Journée mondiale des sanitaires - le 19 novembre, le Comité rappelle qu'avec "2,6 milliards d'autres humains qui n'ont pas accès à des sanitaires de qualité et un milliard qui n'ont d'autre choix que de faire leurs besoins dans la nature", le problème de l'accès à des sanitaires reste "largement négligé", alors même que c'est "fondamental pour la survie humaine et pour mener une existence digne". Le Comité souligne que "les gens vivant dans la pauvreté sont touchés de manière disproportionnée" par ce problème. "Dans les pays en développement, plus de 80 % des eaux usées ne sont pas traitées et sont rejetées directement dans les lacs, les rivières ou les océans, ce qui explique que les maladies diarrhéiques soient la seconde cause de mortalité des enfants de moins de 5 ans", ajoute-t-il.

Le Comité soulève également que le manque d'accès à des sanitaires a un impact négatif significatif sur l'éducation, surtout celle des filles. "Les filles et les garçons ne fréquentent pas l'école parce qu'ils sont victimes de maladies causées par un assainissement inadéquat. En outre, les filles ne vont pas à l'école dans de nombreuses régions du monde en raison du manque de toilettes ou de l'absence de toilettes leur étant spécifiquement réservées".

En 2002, l'accès à des sanitaires et le développement de systèmes d'assainissement des eaux usées ont été ajoutés aux huit Objectifs du millénaire pour le développement - OMD, définis en 2000 par les États membres pour lutter contre la pauvreté et améliorer sensiblement le sort de l'humanité avant 2015. Bien qu'un meilleur accès aux services d'assainissement soit considéré comme fondamentalement aussi important que d'autres cibles contenues dans les OMD, le Comité relève qu'il n'est pas une priorité dans la réalisation de la plupart des OMD. En octobre dernier encore, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a aussi réaffirmé dans une résolution "le droit humain à l'eau potable et l'assainissement", que l'Assemblée générale de l'ONU avait déjà reconnu trois mois plus tôt, en juillet.

Réagissant à la publication de la déclaration du Comité, l'experte indépendante de l'ONU sur l'eau et l'assainissement, Catarina de Albuquerque, a salué une prise de position qui réaffirme que l'assainissement et l'accès à des sanitaires adaptés est un droit humain. "Pendant trop longtemps, l'assainissement a été négligé et l'attention consacrée à cette question par le Comité est un signal que les temps changent", a-t-elle déclaré, rappelant que c'était une "composante essentielle du droit à un niveau de vie suffisant, à condition de l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques,

sociaux et culturels". "La crise de l'assainissement est l'un des pires défis de notre temps. En rappelant que l'assainissement est un droit humain, intrinsèquement lié à la dignité humaine, nous en faisons une obligation juridiquement contraignante et un droit de l'homme à respecter par les États membres", a poursuivi Catarina de Albuquerque. "L'assainissement n'est plus une question de charité. Les États doivent créer un environnement favorable pour assurer l'accès à des sanitaires. Ils sont responsables des programmes - ou du manque de programmes - et doivent déployer le maximum de ressources disponibles pour améliorer l'assainissement pour tous les habitants", a-t-elle conclu.

La Journée mondiale des toilettes est célébrée chaque année depuis 2001. L'objectif est de sensibiliser l'opinion publique mondiale sur les questions d'hygiène quotidienne.

UN News Service - 19-11-2010